

# Usine de Blanquefort. L'attitude de Ford est « une insulte à notre territoire » selon des élus locaux



Fin février, Ford avait annoncé cesser tout investissement dans son usine girondine de fabrication de boîtes de vitesses. (ILLUSTRATION) | CHARLES PLATIAU / REUTERS

Ouest-France avec AFP

Publié le 17/12/2018 à 12h59

**Jeudi, Ford avait annoncé qu'il écartait l'offre de reprise par Punch Powerglide, décision qualifiée de « trahison » par le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, demandant à l'Américain de revoir sa décision.**

Quatre élus de tous bords, dont le maire de Bordeaux Alain Juppé et le président PS du conseil régional Alain Rousset, ont réagi d'une même voix en publiant lundi une tribune commune, qualifiant d'« insulte » à leur territoire l'attitude de Ford, qui a écarté l'offre de reprise de l'usine de Blanquefort (Gironde).



[Alain Juppé](#)

✓ [@alainjuppe](#)

#Ford : "une insulte faite à notre territoire". Notre déclaration commune : @al\_rousset [PDI] président de la Région [LRI] @NouvelleAquitaine [PDI], J-L. Gleyze président du Conseil départemental de la [LRI] @gironde [PDI], V. Ferreira maire de [LRI] @blanquefort [PDI] [https://www.sudouest.fr/2018/12/16/ford-blanquefort-33-juppe-rousset-gleize-et-ferreira-signent-une-declaration-commune-5660711-2780.amp.html?\\_\\_twitter\\_impression=true](https://www.sudouest.fr/2018/12/16/ford-blanquefort-33-juppe-rousset-gleize-et-ferreira-signent-une-declaration-commune-5660711-2780.amp.html?__twitter_impression=true) ...

230

[20:52 - 16 déc. 2018](#)

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)

137 personnes parlent à ce sujet

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)

« **Nous considérons la décision de Ford de ne pas retenir la proposition de Punch Powerglide pour la reprise du site industriel de Blanquefort comme une insulte faite à notre territoire** », ont déclaré dans le journal Sud Ouest ces quatre représentants locaux, parmi lesquels également Jean-Luc Gleyze, président socialiste du conseil départemental et Véronique Ferreira, maire PS de Blanquefort où se trouve l'usine Ford.

Ils ont rappelé le sérieux du plan de reprise de la société franco-belge Punch Powerglide, qui devait être soutenu à hauteur de 16 millions d'euros par les pouvoirs publics sur un total de 160 millions d'euros.

## Le conseil départemental demande un remboursement

Les élus ont également souligné que de l'argent public avait été versé **lors de la reprise du site par Ford en 2011** : « **23,5 millions d'euros (chômage partiel inclus) en contrepartie d'un engagement de maintien de 1 000 emplois sur Blanquefort. Engagement que Ford n'a pas tenu !** »

Le conseil départemental a d'ailleurs demandé lundi le remboursement des 1,3 million d'euros qu'il a versés au constructeur américain.

Dans cette tribune, les quatre élus et présidents de collectivités locales ont indiqué « **croire qu'une chance sera encore laissée à cette alternative industrielle tant que la Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) n'est pas définitivement validé par l'État** ».

## Une usine qui date de 1972

Ils ont prié le « **législateur de durcir les obligations légales pour faciliter les conditions de reprise lorsqu'un repreneur sérieux se déclare, ce qui est le cas aujourd'hui à Blanquefort. Ford n'a rien fait au fond pour rendre possible la solution Punch** ».

Au niveau social, les quatre représentants locaux ont également demandé « **aux services de l'État la plus grande rigueur dans l'application des obligations faites à Ford en matière de reclassement des salariés de l'usine de Blanquefort** ».

Fin février, Ford avait annoncé cesser tout investissement dans son usine girondine de fabrication de boîtes de vitesse, implantée dans la banlieue bordelaise depuis 1972. Elle a présenté un plan social pour un arrêt de la production du site fin août. Punch Powerglide devait préserver 400 des 850 emplois.